Arrêté Municipal
SG - 17.2018

Mise à jour du plan local d'urbanisme de la commune de Beaumont les Valence

Le Maire,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-60 et R.153-18 ;
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.151-43 et R.151-52 relatifs au contenu des annexes du dossier d'un PLU ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Beaumont-lès-Valence du 27 septembre 2017 approuvant le plan local d'urbanisme ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Beaumont les Valence du 22 novembre 2017 instaurant le Droit de Préemption Urbain

Vu le plan du périmètre du droit de préemption urbain annexé au présent arrêté ;

ARRETE

Article 1 - Le Plan Local d’Urbanisme de la commune de Beaumont-lès-Valence est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, est intégré en annexe au PLU, le plan du périmètre du droit de préemption urbain.

Article 2 - Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la Mairie et en Préfecture.

Article 3 - Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

Article 4 - Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet, et à la Direction Départementale des Territoires.

Fait à Beaumont les Valence,

Le 6 mars 2018

[Signature]

Patrick PRELON
COMMUNE DE BEAUMONT LES VALENCE
Révision du
PLAN LOCAL D'URBANISME

APPROBATION DE : LA REVISION DU PLU

Objet : CARACTERE EXECUTOIRE DE L'ACTE

Nature et date de l'acte : Délégération du Conseil Municipal du 27 Septembre 2017
Date de transmission au Préfet : 24 Octobre 2017
Mesures de publicité :
   a) Affichage en mairie : 04 Octobre 2017
   b) Insertion dans la presse : 16 Novembre 2017

Contrôle de légalité :
   Date de la lettre au maire :
   Observations :

| Date à laquelle la délibération devient exécutoire | 16 Novembre 2017 |

Pour le Chef du Service Aménagement du Territoire et Risques
La Responsable du Pôle Aménagement Atelier B,

[Signature]

Copie avec acte :
- Unité Territoriale Nord
- SATR - SATR/PA
COMMUNE DE BEAUMONT LES VALENCE
EXTRAIT

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 27 septembre 2017

L’an deux mille dix-sept, le vingt-sept septembre à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de BEAUMONT-LES-VALENCE, dûment convoqué le 18 septembre 2017, s’est réuni au lieu ordinaire de ses séances, salle Gérard THIERS à l’Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Patrick PRELON, Maire en exercice.

Présents (22) : M. Patrick PRELON, Mme Marie-Odile MILHAN, M. Robert KLEIN, Mme Sonia DAMEY, M. Alain CHARRE, Mme Muriel ESTOUR, M. Jérôme COURSANGE, Mme Janine SABADEL, M. Jean-Pierre PUZENAT, M. Jean-Michel PERETTI, Mme Josiane SOULIER, M. Robert DAMEY, M. Claude MAZOT, Mme Annie VERNNAULT, M. Julien FERROUILLET, Mme Christiane SOULIGNAC, M. Jean-François LOMBARD, Mme Pauline GUSTAVE, M. Michel VIVANT, M. Joël MICOULET, Mme Brigitte PERRET, Mme Virginie ROUSSON VERON.

Absents excusés (4 - ayant donné pouvoir) : M. Roland CHANAL (pouvoir à Mme Muriel ESTOUR), Mme Eliane COEFFIC (pouvoir à M. Alain CHARRE), Mme Bénédicte GLATZ (pouvoir à M. Jérôme COURSANGE), M. Bernard MICHEL (pouvoir à Mme Virginie ROUSSON VERON).

Absents excusés (1) : Mme Michelle CHAMBAR
Secrétaire de séance : Mme Sonia DAMEY.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice au jour de la séance : 27

0209272017 - APPROBATION DU PROJET DE PLAN LOCAL D’URBANISME DE BEAUMONT-LES-VALENCE

Vu le Code de l’Urbanisme ;

Vu la délibération en date du 01/07/2014 prescrivant la révision du P.L.U. et définissant les modalités de concertation en application de l’article L.300-2 du code de l’urbanisme en vigueur à cette date ;

Vu le débat sur les orientations générales du P.A.D.D.au sein du Conseil municipal en date du 06/04/2016 ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 25/01/2017 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de Plan Local d’Urbanisme ;

Vu les remarques émises par les personnes publiques et la commission départementale de la préservation des espaces naturels agricoles et forestiers (CDPENAF), consultées sur le projet de PLU arrêté ;

Vu le rapport de l’enquête et les conclusions du commissaire-enquêteur, qui érret un avis favorable au projet de P.L.U. avec une réserve ;

Vu l’analyse des différents avis et remarques en lien avec le commissaire-enquêteur et le bureau d’études ;

Vu la précédente délibération du Conseil municipal en date du 27 septembre 2017, modifiant le projet de P.L.U. après enquête publique et permettant de lever la réserve émise par le commissaire enquêteur ;

Considérant que le projet de révision du Plan Local d’Urbanisme tel qu’il est présenté au Conseil municipal est prêt à être approuvé conformément au Code de l’Urbanisme ;

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

à 21 voix pour et 5 voix contre (M. Michel VIVANT, Mme Brigitte PERRET, M. Joël MICOULET, Mme Virginie ROUSSON VERON, M. Bernard MICHEL) :

- APPROUVE le projet de révision du Plan Local d’Urbanisme, tel que dans le dossier en ligne sur le site de la Mairie dans la rubrique « urbanisme » / « projet de révision du PLU ».
• **INDIQUE** que la présente délibération sera affichée pendant un mois en Mairie et le dossier tenu à la disposition du public. Une mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractère apparent dans un journal diffusé dans le Département.

• **INDIQUE** que la présente délibération sera exécutoire après accomplissement des mesures de publicité.

**BEAUMONT-LES-VALENCE, le 29 septembre 2017**

Le Maire

[Signature]

Publiée et certifiée exécutoire le 29 septembre 2017
Pour extrait certifié conforme à l’original

La présente délibération, qui sera transmise au représentant de l’État, peut faire l’objet, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication, d’un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble ou d’un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose d’un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet.

La décision ainsi prise, qu’elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déliée au Tribunal administratif dans un délai de deux mois.